

Allemagne/Au lendemain d'une gifle électorale en Bavière Merkel rappelle son gouvernement à l'ordre

AFP
Berlin/Allemagne

En même temps, la chancelière promet de regagner la confiance des citoyens.

ANGELA Merkel a appelé hier les membres de son gouvernement à mettre fin à leurs querelles internes sur l'immigration et promis de regagner la confiance des citoyens, au lendemain de la claque historique reçue lors d'élections régionales de Bavière.

Le scrutin bavarois, marqué par les mauvais résultats de ses alliés conservateurs locaux du parti CSU, a montré que "les meilleurs résultats économiques, le quasi plein emploi en Bavière, ce n'est pas suffisant pour la population s'il n'y a pas quelque chose de tout aussi important, la confiance dans les acteurs politiques", a-t-elle déclaré lors d'une conférence à Berlin. Or, "beaucoup de confiance a été perdue" depuis la formation dans la douleur de la coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates en mars, a admis Angela Merkel dans sa première réaction au scrutin bavarois.

RAPPEL A L'ORDRE. Elle a notamment critiqué l'aile droite bavaroise de sa propre famille politique, le parti CSU, qui n'a cessé de critiquer sa politique d'immigration et provoqué plu-



Photo : AFP

Des soucis pour la chancelière Angela Merkel au lendemain du revers électoral essuyé en Bavière par ses deux principaux alliés au sein de la coalition.

sieurs crises gouvernementales en accusant la chancelière de laxisme après l'entrée dans le pays de plus d'un million de demandeurs d'asile en 2015-2016. Les électeurs "attendent" des deux formations alliées que sont le parti de centre-droit CDU dirigé par Angela Merkel et la CSU "qu'ils agissent de concert", a-t-elle martelé. Mme Merkel, en perte de vitesse dans les sondages, a promis de tirer les "leçons" du scrutin en faisant "plus attention à ce que cette confiance soit là et que les résultats de notre travail deviennent visibles".

Les électeurs bavarois ont en effet infligé des pertes à deux chiffres aux deux alliés de la chancelière, qui gouvernent avec son parti CDU.

La CSU, bien qu'arrivée en tête, sort particulièrement meurtrie. Avec 37% des suffrages, elle perd sa majorité absolue au Parlement régional, ce qui ne lui était arrivé qu'à une reprise depuis 50 ans. Elle devra s'allier probablement avec un mouvement indépendant de droite, les "Électeurs libres" pour gouverner.

Les sociaux-démocrates du SPD, pâles 5ème du scrutin, ont connu une véritable débâcle, ne parvenant même pas à atteindre la barre des 10%. Cette déroute va relancer les interrogations au sein du parti sur l'intérêt de participer à la coalition dans laquelle ils sont entrés à reculons au printemps suite aux législatives d'il y a un an.

A l'issue de cette première élection depuis qu'elle di-

rige le SPD, Andrea Nahles, a préféré renvoyer à "dans les prochains mois" la décision sur le maintien des sociaux-démocrates dans la coalition. Plusieurs de ses cadres poussent en faveur d'une sortie.

TREMBLEMENT DE TERRE. Les partis d'opposition, en premier lieu les Verts, sortent eux largement renforcés de ce scrutin. Avec un score historique de 18%, les écologistes s'imposent comme le deuxième parti en Bavière.

Quant à la formation d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), elle poursuit, avec 10,6%, son implantation dans le paysage politique allemand. Créée en 2013, elle siège désormais dans 15 Parlements régionaux sur

16. Sept mois après avoir été formée dans la douleur, et après deux crises internes cet été, la "grande coalition" entre conservateurs (CDU/CSU) et gauche modérée (SPD) semble désormais au pied du mur.

"L'épicentre de ce séisme politique est en Bavière, mais il peut provoquer un tsunami qui balayera le gouvernement fédéral", assène le magazine de référence Der Spiegel. Ce tremblement de terre pourrait connaître une réplique le 28 octobre lors d'un autre scrutin crucial pour Angela Merkel en Hesse.

Cette fois-ci c'est un fidèle de la chancelière et cacique de la CDU, Volker Bouffier, qui mettra son mandat de ministre-président en jeu. Un revers rejallirait directement sur la chancelière.

Cette dernière apparaît depuis des mois affaiblie comme jamais par les critiques dont elle fait l'objet au sein de son propre camp politique au sujet de sa politique d'immigration.

Elle est en conflit quasi-permanent avec son ministre de l'Intérieur et dirigeant de la CSU, Horst Seehofer, qui a tenté en durcissant son discours sur le sujet, de freiner l'ascension de l'extrême droite.

"Personnellement, je m'en sors très bien. Politiquement, ce n'est pas facile", a reconnu hier matin M. Seehofer.

France/Politique

Le remaniement reporté en raison d'inondations meurtrières

AFP
Paris/France

Au moins douze personnes ont perdu la vie dans le sud du pays. Le renouvellement de l'équipe gouvernementale pourrait, dans ces conditions, n'intervenir au plus tôt que ce mardi.

ATTENDU depuis près de deux semaines, le remaniement du gouvernement français a été reporté hier par la présidence, qui a dit vouloir donner la priorité au secours des victimes des inondations qui ont fait au moins 12 morts dans le sud du pays.

Le président Emmanuel Macron a souhaité que le gouvernement soit disponible auprès des sinistrés et se rendra sur place "dès que possible", de façon à ne pas gêner les secours, a précisé son entourage.

Le Premier ministre Édouard Philippe est quant à lui arrivé dans



Photo : AFP

Le Premier ministre Édouard Philippe (accompagné de son ministre de la Transition écologique François de Rugy) dans l'Aude, département particulièrement touché par les inondations. Du coup, l'annonce du remaniement de son équipe a dû être retardée.

l'après-midi dans le département de l'Aude, frappé par des pluies torrentielles.

Au moins 10 personnes ont péri dans la nuit à la suite des violents orages qui ont provoqué des inondations spectaculaires dans la région de Carcassonne, selon le dernier bilan officiel, revu à la

baisse, qui fait aussi état d'une personne disparue et de huit blessés graves. Ce lourd bilan, qui reste provisoire, a repoussé au plus tôt à ce mardi l'annonce du nouveau gouvernement, qui doit donner un nouveau souffle au quinquennat d'Emmanuel Macron après un été et une rentrée chaotiques.

Durant tout le week-end, le président et le Premier ministre ont poursuivi d'intenses consultations pour finaliser ce remaniement, provoqué par le départ fracassant du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb le 2 octobre dernier.

Le temps pris pour finaliser la nouvelle équipe, très

inhabituel en France, continuait de concentrer les critiques de l'opposition. Celle-ci a notamment estimé qu'un "conflit" opposerait Emmanuel Macron et Edouard Philippe sur l'architecture du prochain gouvernement.

L'exécutif, sans nier des "discussions", a balayé ces rumeurs de désaccord. Les choses avancent "dans le calme", a insisté vendredi Emmanuel Macron, dont le tout jeune mouvement politique "La République en Marche" manque de poids lourds susceptibles de peser dans un gouvernement.

Ce remaniement doit par ailleurs trouver place dans une semaine marquée par les dossiers internationaux pour le président français, qui recevait hier son homologue sud-coréen et demain le Premier ministre japonais, avant de se rendre à Bruxelles pour un sommet européen crucial sur le Brexit.

A travers le monde

• Luxembourg/Politique. Début des discussions en vue d'une coalition

Les discussions ont débuté hier au Luxembourg en vue de la formation d'une nouvelle coalition de gouvernement, au lendemain d'élections législatives marquées par un tassement des grands partis et une progression des écologistes.

• Maldives/Présidentielle. Yameen attribue sa défaite à une "encre disparaissante"

L'homme fort des Maldives Abdulla Yameen, battu à la présidentielle de septembre dont il demande l'invalidation, a blâmé une "encre disparaissante" sur les bulletins à son nom pour sa défaite surprise.

• Pakistan/Politique. Imran Khan garde sa majorité à l'Assemblée

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a conservé sa courte majorité à l'Assemblée nationale après des élections partielles hier, selon les résultats finaux de ces scrutins rendus publics hier. Son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), a remporté quatre des 11 sièges fédéraux qui restaient à pourvoir pour la nouvelle législature démarrée en août, d'après la Commission électorale pakistanaise.

• Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien attaque un soldat israélien avant d'être tué

Un Palestinien a tenté hier de poignarder un soldat israélien à l'ouest de la colonie d'Ariel, dans le nord de la Cisjordanie occupée, et a été tué par balles, a indiqué l'armée israélienne dans un communiqué.

• Russie/Politique. Navalny de nouveau dans le viseur de la justice



Photo : AFP

L'opposant au Kremlin Alexei Navalny, libéré dimanche après 50 jours de prison, a annoncé hier être la cible d'une nouvelle enquête judiciaire pour une attaque en "diffamation" remontant à 2016.

• Syrie/Conflit. Les jihadistes ratent une échéance à Idleb

Le principal groupe jihadiste à Idleb a ignoré le délai pour son retrait d'une future zone tampon dans cette province de la Syrie en guerre, jetant un doute hier sur un accord censé prévenir un nouveau bain de sang.